



PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DE
L'ADMINISTRATION
GÉNÉRALE

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

Bureau de la Protection
de la Nature et de
l'Environnement

autorisant l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sable sur le territoire de
la commune de **VIRELADE**, aux lieux-dits « A Première Bâche et aux Pins de la Cosque »

**Le Préfet de la Région Aquitaine,
Préfet du Département de la Gironde,
Officier de la Légion d'Honneur.**

N° : 16025

VU le Code de l'Environnement ;

VU ensemble la loi n° 94-588 du 15 juillet 1994 modifiant le Code Minier, les décrets n° 80-330 et 80-331 du 7 mai 1980 relatifs à la police des mines et des carrières et portant règlement général des industries extractives ;

VU la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive, modifiée par la loi n° 2003-707 du 1er août 2003 ;

VU le décret n° 96-18 du 5 janvier 1996 et notamment son article 18 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

VU la circulaire ministérielle du 5 novembre 2003 relative à la redevance d'archéologie préventive ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Adour Garonne approuvé le 6 août 1996,

VU le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux « Nappes profondes » approuvé le 25 novembre 2003,

VU le Schéma Départemental des Carrières de la Gironde approuvé par arrêté préfectoral du 31 mars 2003 ;

VU la demande présentée le 26 juillet 2005 par laquelle la société FABRIMACO sollicite l'autorisation d'exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers sur le territoire de la commune de VIRELADE, lieux-dits « A Première Bâche et aux Pins de la Cosque »

VU les plans et renseignements joints à la demande précitée, et notamment l'étude d'impact;

VU les observations formulées lors de l'enquête publique prescrite par l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2005, le mémoire fourni par le pétitionnaire en réponse, les conclusions motivées et l'avis favorable du Commissaire Enquêteur ;

VU les avis exprimés au cours de l'instruction réglementaire ;

VU les éléments complémentaires fournis par courrier du 13 mars 2006 par la société FABRIMACO en réponse aux observations lors de la consultation administrative et aux conclusions du commissaire enquêteur ;

VU l'avis de la commission départementale des carrières lors de la présentation du dossier le 26 avril 2006, qui s'est prononcée pour un ajournement du dossier dans l'attente d'une concertation entre les communes concernées par le projet et la société FABRIMACO pour l'itinéraire des véhicules évacuant les matériaux ;

VU le nouvel itinéraire d'évacuation des matériaux proposé par la société FABRIMACO dans son courrier du 24 janvier 2007, suite à l'accord de principe des ASF pour l'occupation du domaine public autoroutier concédé en bordure de l'aire des landes Nord ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées du 14 mars 2007;

VU l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites en date du 24 avril 2007 lors de laquelle il a été approuvé le nouvel itinéraire et la remise en état coordonnée des carrières exploitées par la société GSM voisines du projet afin d'éviter un phénomène de mitage de l'environnement

VU l'accord de principe en date du 13 juin 2007 de la société GSM suite à l'avis Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites du 24 avril 2007,

CONSIDERANT que la demande permet au pétitionnaire d'assurer l'alimentation des marchés locaux en succédant à la carrière de Saint-Michel de Rieufret dont le gisement est en cours d'épuisement ;

CONSIDERANT que la demande est conforme aux orientations définies par le Schéma Départemental des Carrières approuvé le 31 mars 2003 ;

CONSIDERANT que les recommandations formulées lors de la consultation administrative et de l'enquête publique ont fait l'objet de prescriptions complémentaires reprises dans le présent arrêté ;

CONSIDERANT qu'une demande de défrichement a été déposée pour la totalité de la superficie de la carrière;

CONSIDERANT que les solutions alternatives à l'utilisation du transport routier pour fournir les matériaux aux clients de la société FABRIMACO ne peuvent pas être envisagées économiquement et structurellement de par la taille des marchés;

CONSIDERANT que le nouvel itinéraire proposé par la société FABRIMACO, reliant le site de VIRELADE au site de SAINT-MICHEL DE RIEUFRET, permet de limiter les nuisances liées au transport des matériaux ;

CONSIDERANT les mesures prises par la société FABRIMACO pour diminuer les nuisances et les impacts de l'exploitation sur l'environnement ;

CONSIDERANT l'accord entre la société FABRIMACO et la société exploitant la carrière voisine pour la remise en état globale des deux carrières implantées sur le secteur ;

SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} :

La société FABRIMACO est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers sur le territoire de la commune de VIRELADE, lieux-dits « A Première Bâche et aux Pins de la Cosque ».

Les activités exercées sur le site sont répertoriées dans le tableau suivant :

Activités	Rubrique	Régime
Exploitation d'une carrière	2510-1	A

La durée d'exploitation est limitée à 15 ans.

ARTICLE 2 :

Conformément au plan joint à la demande, lequel est annexé à l'original du présent arrêté, l'autorisation d'exploiter porte sur les parcelles cadastrées n°14, 19, 23, 25, 29 à 31, 35 à 38, et 300 section D1.

La surface globale approximative s'élève à 13 ha 09 a.

Le tonnage total à extraire est de 1,27 millions de tonnes environ.

Le tonnage maximal annuel de matériaux à extraire est de 150 000 tonnes

L'autorisation d'exploiter est accordée sous réserve des droits des tiers pour une durée de 15 ans à compter de la notification du présent arrêté. L'exploitation s'effectue en 3 phases:

- Phase 1 : durée d'exploitation 5 ans Superficie exploitée: 37 500 m²
- Phase 2 : durée d'exploitation 5 ans Superficie exploitée : 36 225 m²
- Phase 3 : durée d'exploitation 5 ans Superficie exploitée: 31 845 m²

Les travaux d'extraction des matériaux doivent être arrêtés six mois au moins avant l'échéance de l'autorisation.

La remise en état de la carrière doit être achevée trois mois au moins avant l'échéance de l'autorisation.

Elle n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du demandeur et des contrats de forage dont il est titulaire.

ARTICLE 3 :

L'autorisation délivrée vaut pour une exploitation conforme aux documents et informations figurant dans la demande et dans l'étude d'impact, dans la mesure où ils ne sont pas contraires aux dispositions prescrites par le présent arrêté.

Un dossier de remise en état globale du secteur commun avec la société exploitant la carrière voisine doit être déposé au plus tard six mois après la notification du présent arrêté. Il comprendra les mesures relatives à l'exploitation du gisement de ce secteur.

ARTICLE 4 :

Sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, l'exploitant doit se conformer :

- aux dispositions de l'Arrêté du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières rappelées et complétées par les dispositions du présent arrêté ;
- aux dispositions du Code Minier et des textes pris pour son application relative à la sécurité et à l'hygiène du personnel, à la conservation de la carrière et à la bonne utilisation du gisement.

AMENAGEMENTS ET DISPOSITIONS PRELIMINAIRES

ARTICLE 5 :

5.1. L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. Il doit être convenablement empierré ou stabilisé sur une largeur suffisante pour éviter la détérioration de la voie empruntée. Ces travaux ne doivent pas gêner l'écoulement des eaux et ne pas modifier les profils en long et en travers de la chaussée et de l'accotement.

L'entrée et la sortie des véhicules doivent se faire par une piste aménagée sur chaque secteur du site conformément aux dispositions définies dans le dossier de demande d'autorisation :

- Phase 1 : accès débouchant sur le chemin rural n°18
- Phase 2 : accès débouchant sur le chemin rural n°19 du centre
- Phase 3 : accès débouchant sur le chemin rural n°19 de la palombière

Pendant les phases 1 et 3, le chemin rural n°8 sera emprunté afin de rejoindre le chemin rural n°19 du centre.

Les véhicules utiliseront ensuite la RD214E8 pour rejoindre la piste aménagée permettant d'accéder au site de ST MICHEL DE RIEUFRET en traversant la RD214.

Les chemins ruraux n°18,19 et 8 seront renforcés et entretenus afin de garantir la circulation des véhicules durant l'exploitation.

5.2. Les travaux prévus dans le dossier de la demande d'autorisation seront réalisés préalablement au début de l'exploitation du site :

- Réalisation d'un revêtement en béton bitumeux sur une longueur de 150 mètres sur la voie d'accès à la RD214E8. L'exploitant devra s'assurer que le transport des matériaux de la carrière n'engendre pas des salissures sur la RD214E8. Dans le cas d'une dégradation constatée de la RD214E8 liée à l'exploitation de la carrière, l'exploitant mettra en place des moyens garantissant le nettoyage de la chaussée.
- Mise en place d'un panneau STOP à l'extrémité du chemin rural n°19 du centre avant son débouché sur la RD214E8.
- Mise en place de merlons d'une hauteur de 3 mètres en limite des chemins ruraux n°8, 18 et 19. Les limites communes au site et à la carrière exploitée par la société exploitant la carrière voisine feront l'objet de mesures spécifiques dans le cadre de l'accord entre les deux sociétés qui doit faire l'objet d'un dossier défini à l'article 3 du présent arrêté.
- Le chemin de Randonnée présent en bordure du site fera l'objet d'une protection efficace en liaison avec la commune de Virelade.
- Une signalétique adaptée sera mise en place au droit des chemins ruraux
- Mise en place d'un panneau STOP à l'extrémité de la piste au niveau de la RD214.

5.3. Avant le début de l'exploitation, doivent être apposés sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux comportant en caractères apparents l'identité du titulaire de la présente autorisation, la référence de l'arrêté préfectoral, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

5.4. Des bornes doivent être placées en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

5.5. Pendant la réalisation des aménagements et dispositions préliminaires, si des vestiges sont mis au jour, l'exploitant, conformément à l'article L531-14 du Code du Patrimoine, fait une déclaration de sa découverte au maire de la commune qui doit la transmettre sans délai au préfet.

5.6. Lorsqu'il existe un risque pour les intérêts visés à l'article 2 de la loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation doit être mis en place en périphérie de cette zone.

ARTICLE 6 :

Dès que sont mis en place les aménagements du site visés à l'article 5 permettant la mise en service effective de la carrière, l'exploitant adresse, en 3 exemplaires, à Monsieur le Préfet, la déclaration de début d'exploitation prévue à l'article 23-1 du décret du 21 septembre 1977 susvisé.

L'exploitant joint à la déclaration de début d'exploitation le document attestant la constitution des garanties financières conforme à l'Arrêté Interministériel du 1er février 1996.

En outre, l'exploitant doit indiquer au Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, conformément aux dispositions du R.G.I.E. le nom de la personne physique chargée de la direction technique des travaux.

CONDUITE DE L'EXPLOITATION

ARTICLE 7 :

7.1. Les horaires de travail de la carrière sont limités de 7h00 à 18h00, jours ouvrables uniquement.

7.2. L'exploitation doit être conduite conformément au schéma d'exploitation et à l'échéancier correspondant annexés au présent arrêté.

Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichage des terrains sont réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation.

ARTICLE 8 :

8.1. Technique de décapage

Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation.

Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles.

L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.

8.2. En cas de découverte archéologique, préhistorique ou paléontologique fortuite, l'exploitant doit, conformément aux termes de la loi validée du 27 septembre 1941 portant Règlement des fouilles archéologiques, de la loi du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive et de son décret d'application du 16 janvier 2002, avertir Monsieur le Conservateur Régional de l'Archéologie d'Aquitaine – 54, rue Magendie – 33074 BORDEAUX CEDEX (Tél. 05.57.95.02.33)- afin que toutes les mesures utiles à la sauvegarde et à l'étude des trouvailles puissent être prises.

En particulier, l'exploitant doit :

- signaler immédiatement toute découverte : construction, fosses, sépultures, etc...
- conserver les objets retirés et les tenir à la disposition du Service Régional de l'Archéologie,
- autoriser les visites des représentants mandatés de ce Service et permettre les prélèvements scientifiques.

ARTICLE 9 :

9.1. La puissance exploitée ne doit pas dépasser 14 mètres, pour une découverte de 0,5 mètres en moyenne.

La profondeur d'exploitation est limitée à la cote minimale NGF de 10 mètres. La couche d'argile qui supporte le gisement, ne doit pas être atteinte.

L'exploitation devra se faire 0,5 mètres au-dessus du toit de la nappe superficielle.

9.2. Méthode d'exploitation

L'exploitation se fera à ciel ouvert, à fouille sèche à l'aide de chargeurs et de pelles mécaniques ou hydrauliques.

Elle s'effectuera en trois étapes :

- Décapage des découvertes qui seront utilisées pour la réalisation des merlons périphériques.
- Extraction des matériaux
- Remise en état

9.3 Pour l'évacuation des matériaux en dehors du site, les véhicules emprunteront le RD214E8 dont l'accès aura été aménagé conformément à l'article 5.1. L'exploitant prendra toutes les mesures nécessaires pour limiter les nuisances engendrées par la circulation des véhicules dans les agglomérations.

SÉCURITÉ PUBLIQUE

ARTICLE 10 :

10.1. Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit.

10.2. L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.

10.3. Des pancartes placées sur le chemin d'accès aux abords de l'exploitation et à proximité de la clôture aux abords des zones dangereuses doivent signaler la présence de la carrière.

10.4 Une bande de 5 mètres engravée sera réaliser afin de faciliter l'accès des véhicules de secours.

ARTICLE 11 :

Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique. Cette limite ne s'applique pas pour les limites du périmètre qui sont communes avec la carrière exploitée par la société exploitant la carrière voisine. Les prescriptions applicables à ces limites feront l'objet de prescriptions particulières qui seront définies après instruction du dossier cité à l'article 3 du présent arrêté.

L'exploitation de la masse doit être arrêtée à compter des bords de la fouille à une distance horizontale telle que compte tenu de la nature et de l'épaisseur tant de la masse exploitée que des terres de recouvrement, l'équilibre des terrains voisins ne soit pas compromis.

ARTICLE 12 :

Un plan d'échelle adaptée à la superficie de la carrière doit être établi par l'exploitant et mis à jour au moins une fois par an. Sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords dans un rayon de 50 mètres,
- les bords de fouille,
- les courbes de niveau et les cotes d'altitude des points significatifs,
- les zones remises en état,
- la position des constructions, ouvrages ou infrastructures visés à l'article 11 ci-dessus et s'il y a lieu leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

PRÉVENTION DES POLLUTIONS

ARTICLE 13 :

13.1. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols, ou de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

13.2. L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

13.3. Toutes précautions doivent être prises pour éviter le déversement dans la fouille de matières fermentescibles dangereuses, d'hydrocarbures et de tout résidu susceptible de polluer les eaux superficielles et souterraines.

Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un déshuileur débourbeur.

13.4. Tout stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

13.5. Rejet des eaux

13.5.1. Le fonctionnement de l'installation s'effectue sans rejet dans le milieu naturel.

13.5.2. Les eaux pluviales seront orientées vers un point bas de chaque zone exploitée afin de faciliter l'infiltration des eaux météorites. S'il est nécessaire d'évacuer l'eau l'exploitant en informe le service de l'inspection des installations classées avant toute opération afin de définir les modalités de cette évacuation.

13.6. Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits ; les déchets produits sur le site (pièces d'usure des engins et des installations...) doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans le sol, des odeurs) ; les déchets banals (bois, papier, verre, plastique, caoutchouc, etc...) et non contaminés par des substances toxiques, peuvent être valorisés ou éliminés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères ; les déchets industriels spéciaux (huiles) doivent être éliminés dans des installations autorisées à les recevoir.

13.7. L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. En particulier, un arrosage des pistes est réalisé en période sèche.

13.8. L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les émissions sonores de l'installation respectent les dispositions de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Les vibrations émises respectent les règles techniques annexées à la circulaire n°86-23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées. Les mesures sont faites selon la méthodologie définie par cette circulaire.

13.8.1. Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n°95-79 du 23 janvier 1995 et des textes pris pour son application).

13.8.2. L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

13.8.3. Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant à l'étude d'impact et au plan correspondant qui fixent les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles.

Les émissions sonores de l'établissement n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée:

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieures à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
supérieure à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

13.8.4. L'Inspection des Installations Classées peut demander que des contrôles ponctuels ou une surveillance périodique de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiés dont le choix est soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant.

L'Inspection des Installations Classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

13.8.5. Un contrôle des niveaux sonores est effectué dès l'ouverture de la carrière et ensuite à la demande de l'Inspection des Installations Classées, notamment lorsque l'exploitation se rapproche des zones habitées.

13.9. Le matériau extrait doit être transporté dans un état compatible avec les conditions de circulation, l'exploitant doit prendre toutes dispositions pour maintenir les chaussées empruntées pour les besoins de son exploitation en parfait état de propreté.

REMISE EN ETAT

ARTICLE 14 :

14.1. La remise en état de la carrière doit être coordonnée à l'exploitation conformément au schéma de remise en état et à l'échéancier annexés au présent arrêté. L'exploitant notifie la remise en état de chaque phase au préfet.

La remise en état de la carrière doit comporter les mesures suivantes :

- Nivellement en pentes douces des fronts de taille et des merlons bordant l'excavation en utilisant les terres de découvertes
- Comblement partiel du fond de fouille afin de préparer la plantation des pins maritimes et des chênes
- Nettoyage des zones exploitées
- Plantations de pins maritimes, de chênes pédonculés et tauzin.

14.2 La remise en état des limites du site commun à la carrière exploitée par la société exploitant la carrière voisine fera l'objet de prescriptions particulières afin d'intégrer une remise en état coordonnée. Ces prescriptions seront définies par arrêté complémentaire après instruction du dossier défini à l'article 3 du présent arrêté.

14.3. La remise en état doit être achevée trois mois au moins avant l'échéance de l'autorisation (ou à la fin des travaux d'exploitation si celle-ci est antérieure).

Six mois avant la date d'expiration de la présente autorisation (ou six mois avant l'arrêt définitif de l'exploitation) l'exploitant doit notifier au préfet la date d'arrêt de l'exploitation en se conformant aux dispositions de l'article 34.1 du décret du 21 septembre 1977, susvisé : le dossier prévu doit comporter le plan de remise en état de l'ensemble du site.

CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIERES

ARTICLE 15 :

L'exploitant doit remplir l'obligation de constitution de garanties financières prescrite par l'article L 516-1 du Code de l'Environnement dans les conditions suivantes.

15.1. Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état de la carrière est fixé comme suit, sur la base de l'indice TP01 septembre 2005 (534,8) :

- **phase 1 (5 ans) : 134 990 euros**
- **phase 2 (5 ans) : 139 220 euros**
- **phase 3 (5 ans) : 119 640 euros**

Le document attestant la constitution des garanties financières doit indiquer dans son article 2 que le montant maximum du cautionnement pour la phase en cours. Conformément aux dispositions de l'article 6 du présent arrêté, ce document est joint à la déclaration de début d'exploitation.

En toute période l'exploitant doit être en mesure de justifier l'existence d'une caution solidaire telle que prévue par la réglementation et d'un montant au moins égale à la somme correspondante à la

phase en cours d'exploitation fixée ci-dessus. Notamment, le document correspondant doit être disponible sur le site de la carrière ou sur un site proche et l'inspecteur des installations classées peut en demander communication lors de toute visite

15.2. L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières 6 mois au moins avant leur échéance.

15.3. L'actualisation des garanties financières doit être assurée par l'exploitant dans les cas et sous les conditions suivantes :

15.3.1. Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

15.3.2. Lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la quantité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du calendrier de l'exploitation et de la remise en état et une modification du montant des garanties financières. Cette demande accompagnée d'un dossier justificatif doit être présentée au moins six mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

15.3.3. Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières est subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

15.4. L'absence de garanties financières peut entraîner la suspension de l'exploitation en application de l'article L 514-1.3° du Code de l'Environnement.

15.5. Le préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté en matière de remise en état après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et l'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 16 :

Toute modification des conditions d'exploitation de la carrière de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Le changement d'exploitant est soumis à autorisation dans les formes et sous les conditions prévues par les articles 18 et 23-2 du décret du 21 septembre 1977 modifié.

ARTICLE 17 :

Le présent arrêté cesse de produire effet si l'exploitation n'est pas mise en service dans le délai de 3 ans ou si la carrière n'est pas exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

ARTICLE 18 :

L'inobservation des dispositions de l'Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994 modifié ou du présent arrêté est passible des sanctions administratives et pénales prévues par le Code de l'Environnement et le décret du 21 septembre 1977 susvisés, sans préjudice des sanctions administratives et pénales prévues par la loi du 3 janvier 1992 sur l'eau et les articles 141 et 142 du Code Minier (articles 28, 41 et 42 de la loi n° 94-588 du 15 juillet 1994 susvisée).

ARTICLE 19 : délai et voie de recours

Le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de BORDEAUX:

- par le demandeur ou l'exploitant dans le délai de deux mois qui commence à courir du jour de la notification du présent arrêté,
- par les tiers dans le délai de **six mois** à compter de l'achèvement des formalités de publicité et la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au préfet.

ARTICLE 20 :

Le présent arrêté est notifié à la société FABRIMACO.

Une copie est déposée à la Mairie VIRELADE et peut y être consultée.

Un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la Mairie VIRELADE pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait est affiché en permanence, de façon visible, sur le site de la carrière, par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Une copie de l'arrêté est adressée à chaque conseil municipal ayant été consulté.

Un avis est inséré, par les soins de la Préfecture et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 21 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde,

Monsieur le Sous-Préfet de l'Arrondissement de LANGON

Monsieur le Maire de la commune VIRELADE

Monsieur le Directeur de la société FABRIMACO,

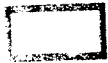
Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Aquitaine,

et tous les agents de contrôle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

BORDEAUX, le 15 NOV. 2007
LE PREFET Pour le Préfet.

Le Secrétaire Général

VIRELADE (33)
Plan de localisation
des prises de vues



Carrière projetée



Prises de vues

Echelle : 1/6.000 environ

PLANCHE N°4

